

# Les partenariats public-privé : la face cachée des objectifs de développement durable



[Source : essentiel.news via sentadepuydt]

[Traduction de What is the Global Public Partnership?]

Par Iain Davis

Le Partenariat mondial public-privé (G3P) est le réseau mondial du capitalisme des parties prenantes (stakeholder capitalism) et de leurs partenaires. Ce collectif de parties prenantes (les capitalistes et leurs partenaires) comprend des entreprises mondiales (y compris des banques centrales), des fondations philanthropiques (des philanthropes multimilliardaires), des groupes de réflexion politique, des gouvernements (et leurs agences), des organisations non gouvernementales, des institutions universitaires et scientifiques sélectionnées, des organisations caritatives mondiales, des syndicats et d'autres « leaders d'opinion » choisis.

Le PPP contrôle les finances et l'économie mondiales. Il définit les politiques mondiales, nationales et locales (par le biais de la gouvernance mondiale), puis les promeut par l'intermédiaire des grands médias, qui sont également des « partenaires » du PPP.

En général, ces politiques sont d'abord élaborées par les groupes de réflexion ou « Think tank » pour être ensuite adoptées par les gouvernements. Les gouvernements procèdent à la mise en œuvre des PPP de la gouvernance mondiale sous forme de politiques, législations et lois concrètes.

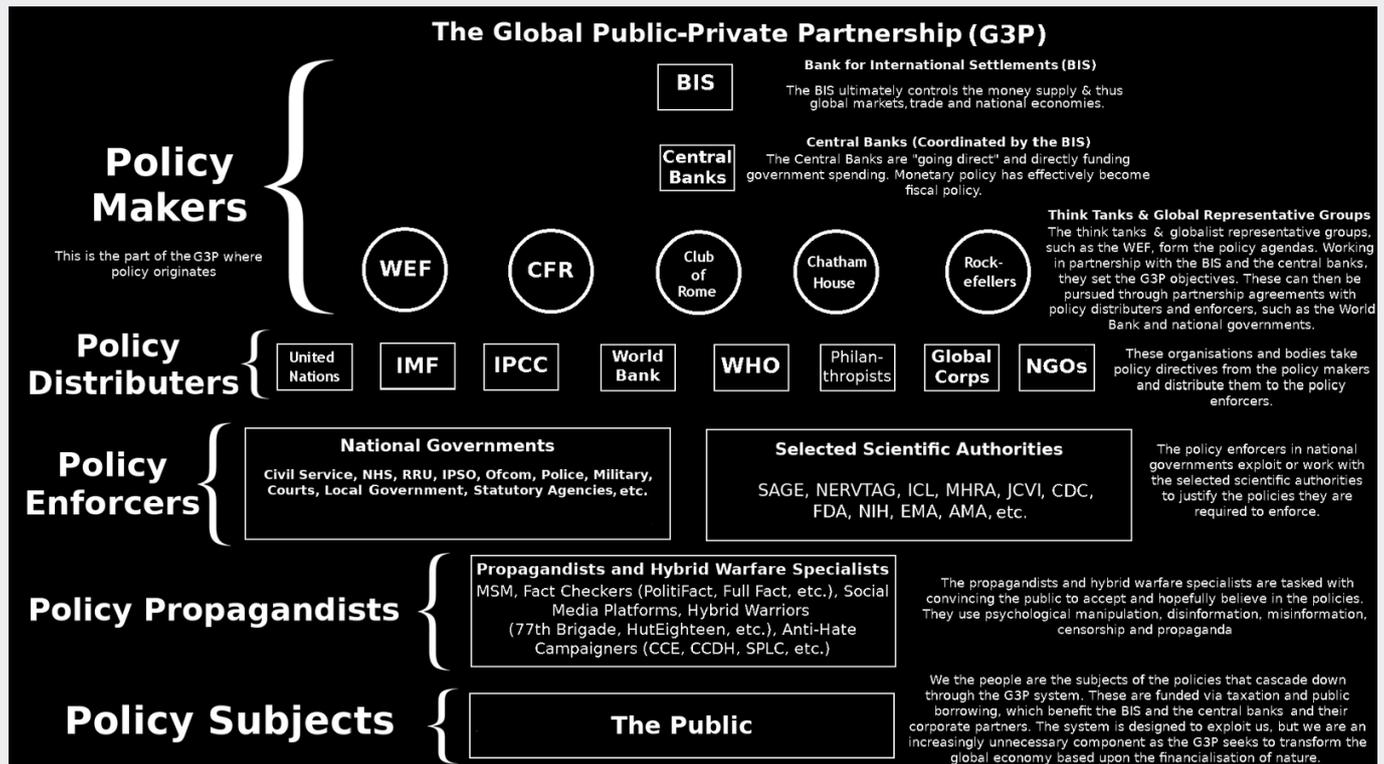
## La gouvernance par la norme et les Think tanks

Dans le cadre de notre modèle actuel de souveraineté nationale westphalienne, le gouvernement d'une nation ne peut pas légiférer dans une autre nation. Cependant, grâce à la gouvernance mondiale, le PPP crée des initiatives politiques au niveau mondial, qui se répercutent ensuite sur les citoyens de chaque pays. Cela se produit généralement par l'intermédiaire d'un distributeur de politiques, tel que le FMI ou le GIEC, et les gouvernements nationaux adoptent alors les politiques recommandées.

La direction politique est fixée au niveau international par la définition

autorisée des problèmes et des solutions prescrites. Une fois que le PPP obtient le consensus au niveau international, le cadre politique est établi. Les partenaires du PPP collaborent alors pour veiller à ce que les politiques souhaitées soient élaborées, mises en œuvre et appliquées. C'est ce que l'on appelle souvent le « système international fondé sur des règles ».

De cette manière, le PPP contrôle de nombreuses nations à la fois sans avoir à élaborer des traités. Cela présente l'avantage supplémentaire de rendre extrêmement difficile toute contestation juridique des décisions prises par les partenaires les plus hauts placés du PPP (il s'agit d'une hiérarchie autoritaire).



## Les Partenariats Public-Privé

[Voir aussi :  
Le vrai fascisme : nous y sommes en plein dedans !]

## Revoir le rôle des gouvernements

Le PPP est traditionnellement mentionné dans le contexte de la santé publique, en particulier dans les documents des Nations unies, y compris les documents d'agences des Nations unies telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le document Connecting For Health publié en 2005 par l'OMS, en notant ce que les objectifs du Millénaire pour le développement signifiaient pour la santé mondiale, a révélé l'émergence du PPP :

Ces changements sont intervenus dans un monde où les attentes concernant le rôle du gouvernement ont été revues : le secteur public n'a ni les ressources financières, ni les ressources institutionnelles pour relever les défis, et une combinaison de ressources publiques et privées est nécessaire. L'instauration d'une culture mondiale de la sécurité et de la coopération est vitale... Les prémices d'une infrastructure sanitaire mondiale sont déjà en place. Les technologies de l'information et de la communication ont ouvert des perspectives de changement dans le domaine de la santé, avec ou sans l'aide des décideurs politiques.

Les gouvernements peuvent créer un environnement favorable et investir dans l'équité, l'accès et l'innovation.

## Usurper les « investissements publics »

Parler de réviser le rôle des gouvernements signifie que ceux-ci ne sont déjà plus à la barre. Que ce ne sont plus les décideurs politiques traditionnels qui définissent les politiques ; qu'en réalité ce sont les « partenaires » des PPP qui le font. Les gouvernements nationaux ont été relégués à la « création de l'environnement favorable au PPP », en taxant le public et en augmentant la dette d'emprunt de l'État.

Cette dette est acquise aux partenaires dominants des PPP. Ils ne sont pas seulement des créanciers, ils sont aussi les bénéficiaires des prêts qu'ils imposent. Ils utilisent le mécanisme des « investissements publics » pour créer des marchés qui les servent ainsi que leurs partenaires des PPP.

En février 2000, les chercheurs Kent Buse et Gill Walt du George Institute for Global Health ont rédigé un document de référence sur le développement du concept du PPP. Ils ont suggéré que le PPP était une réponse à la désillusion croissante à l'égard du projet des Nations unies dans son ensemble, ainsi qu'à la prise de conscience du fait que les entreprises mondiales jouaient un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre des politiques. Cela correspond au développement du concept de capitalisme des parties prenantes, popularisé pour la première fois dans les années 1970.

## L'argent au services des « valeurs universelles »

Buse et Walt ont expliqué comment les PPP sont conçus pour faciliter l'apparition d'un nouveau type d'entreprises. Ces entités étaient amenées à reconnaître leurs pratiques commerciales destructrices. Elles étaient prêtes à assumer leurs erreurs et à s'amender. Pour y parvenir, elles s'associaient aux gouvernements dans l'intention de collaborer à la résolution des problèmes mondiaux. Les menaces existentielles en question sont alors définies par le PPP et par les scientifiques, universitaires et économistes que le PPP a sélectionnés et financés.

Les deux chercheurs ont identifié un discours clé de Davos, intitulé « Unite Power of Markets with Authority of Universal Values » prononcé par Kofi

Annan, alors secrétaire général des Nations unies, devant le WEF en 1998, comme marquant la transition vers ce modèle de gouvernance mondiale basé sur le PPP :

Les Nations unies ont été transformées depuis notre dernière rencontre ici à Davos. L'Organisation a subi une refonte complète que j'ai décrite comme une « révolution tranquille ». Un changement fondamental s'est produit. Autrefois, les Nations unies ne s'occupaient que des gouvernements. Aujourd'hui, nous savons que la paix et la prospérité ne peuvent être obtenues sans des partenariats impliquant les gouvernements, les organisations internationales, le monde des affaires et la société civile. Les activités des Nations unies concernent les entreprises du monde entier ».

Buse et Walt ont affirmé que ce changement signifiait l'arrivée d'un nouveau type de capitalisme mondial responsable. Mais, comme nous le verrons, ce n'est pas ainsi que les entreprises voyaient cet arrangement. En effet, Buse et Walt ont révélé la raison pour laquelle le PPP offrait une perspective si séduisante pour les géants mondiaux de la banque, de l'industrie, de la finance et du commerce :

L'évolution des idéologies et des tendances de la mondialisation a mis en évidence la nécessité d'une gouvernance mondiale plus étroite, une question qui concerne à la fois le secteur privé et le secteur public. Nous pensons qu'au moins une partie du soutien aux PPP découle de cette reconnaissance et *du désir du secteur privé de faire partie des processus de prise de décision en matière de réglementation mondiale.*

Le conflit d'intérêts est évident. Nous sommes simplement censés accepter, sans poser de questions, que les entreprises mondiales s'engagent à faire passer les causes humanitaires et environnementales avant le profit. Un système de gouvernance mondiale dirigé par le PPP est en quelque sorte bénéfique pour nous.

Pour y croire, il faut faire preuve d'une grande naïveté. De nombreuses entreprises parties prenantes du PPP ont été condamnées ou tenues publiquement responsables des crimes qu'elles ont commis. Il s'agit notamment de crimes de guerre. L'accord apparemment passif de la classe politique sur le fait que ces « partenaires » devraient effectivement définir la politique mondiale, les réglementations et les priorités en matière de dépenses, ressemble à de la naïveté infantile.

En réalité, il s'agit plutôt d'une mascarade. Comme l'ont souligné de nombreux universitaires, économistes, historiens et chercheurs, l'influence des entreprises, voire leur domination du système politique, n'a cessé de croître depuis des générations. Les politiciens élus ont longtemps été les

partenaires juniors de cet arrangement.

Avec l'arrivée des PPP, nous avons assisté à la naissance du processus qui a formalisé cette relation – qui a créé un ordre mondial cohérent. Les hommes politiques n'ont pas écrit le scénario ; ils se contentent simplement de le suivre à la lettre.

## Gouvernance et non gouvernement mondial

Il est important de comprendre la différence entre « gouvernement » et « gouvernance » dans le contexte mondial. Le gouvernement revendique le droit, peut-être par le biais d'un mandat quasi-démocratique, de définir une politique et de décréter une législation (loi).

Les prétendues démocraties représentatives occidentales, qui ne sont pas véritablement des démocraties, pratiquent un modèle de gouvernement national dans lequel les représentants élus forment le pouvoir exécutif qui présente et, en fin de compte, promulgue la législation. Au Royaume-Uni, par exemple, cela se fait par le biais du processus parlementaire.

L'Assemblée générale des Nations unies est peut-être ce qui se rapproche le plus de cette forme de gouvernement national à l'échelle internationale. Elle peut adopter des résolutions qui, bien qu'elles ne lient pas les États membres, peuvent créer de « nouveaux principes » susceptibles de devenir des lois internationales lorsqu'elles sont appliquées par la Cour internationale de justice.

Cependant, il ne s'agit pas vraiment d'un « gouvernement » mondial. L'ONU n'a pas le pouvoir de décréter et de formuler des lois. La seule façon dont ses « principes » peuvent devenir des lois est par le biais d'une décision judiciaire. Le pouvoir non judiciaire de créer des lois est réservé aux gouvernements, et leur portée législative ne s'étend qu'à leurs propres frontières nationales.

En raison des relations souvent tendues entre les gouvernements nationaux, un gouvernement mondial officiel semble de plus en plus difficile à concevoir en pratique. Compte tenu de la nature non contraignante des résolutions de l'ONU et de la lutte internationale pour les avantages géopolitiques et économiques, il n'existe actuellement rien que l'on puisse qualifier de gouvernement mondial.

Il faut notamment tenir compte de l'identité nationale et culturelle. La plupart des populations ne sont pas prêtes à accepter un gouvernement mondial distant et non élu. Les gens souhaitent que leur nation soit souveraine. Ils aimeraient que leurs représentants fédéraux aient davantage de comptes à rendre aux électeurs, et non moins.

Le PPP aimerait certainement diriger un gouvernement mondial, mais imposer un tel système par la force est au-delà de ses capacités. C'est pourquoi ils ont

utilisé d'autres moyens, tels que la tromperie et la propagande, pour promouvoir la notion de gouvernance mondiale.

## La gouvernance par la technocratie

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de l'administration Carter et fondateur de la Commission trilatérale, a compris comment faciliter la mise en œuvre de cette approche. Dans son ouvrage de 1970 intitulé Between Two Ages : America's Role In The Technetronic Era, il écrit :

Bien que l'objectif de former une communauté des nations développées soit moins ambitieux que celui d'un gouvernement mondial, il est plus réalisable. »

Au cours des 30 dernières années, de nombreux PPP ont vu le jour à mesure que le concept de gouvernance mondiale évoluait. Le consensus du WEF sur la gouvernance multipartite a constitué un tournant majeur. Avec la publication en 2010 de Everybody's Business : Strengthening International Cooperation in a More Interdependent World (L'affaire de tous : renforcer la coopération internationale dans un monde plus interdépendant), le WEF a présenté les éléments de la forme de gouvernance mondiale des parties prenantes du PPP.

Des conseils de l'agenda mondial ont été créés pour élaborer et proposer des politiques couvrant pratiquement tous les aspects de notre existence. Le WEF a créé un organe de gouvernance mondiale correspondant à chaque aspect de la société. Rien n'a été laissé de côté : valeurs, sécurité, santé publique, bien-être, consommation de biens et de services, accès à l'eau, sécurité alimentaire, criminalité, droits, développement durable, systèmes économiques, financiers et monétaires mondiaux.

Le président exécutif du WEF, Klaus Schwab, a précisé l'objectif de la gouvernance mondiale :

Notre but a été de stimuler un processus de réflexion stratégique parmi toutes les parties prenantes sur la manière dont les institutions et les accords internationaux devraient être adaptés aux défis contemporains... Les plus grandes autorités mondiales ont travaillé au sein de conseils interdisciplinaires et multipartites sur l'agenda mondial afin d'identifier les lacunes et les déficiences de la coopération internationale et de formuler des propositions spécifiques pour l'améliorer.

Ces discussions se sont déroulées dans le cadre des sommets régionaux du Forum en 2009, ainsi que lors de la récente réunion annuelle 2010 du Forum à Davos-Klosters, où de nombreuses propositions émergentes ont été testées avec des ministres, des PDG, des dirigeants d'ONG et de syndicats, d'éminents universitaires et d'autres membres de la communauté

de Davos.

Le processus de refonte globale a constitué un laboratoire de travail informel ou un marché pour un certain nombre de bonnes idées politiques et d'opportunités de partenariat.

Nous avons cherché à élargir les discussions sur la gouvernance internationale [...] afin de prendre des mesures plus préventives et coordonnées sur l'ensemble des risques qui se sont accumulés dans le système international ».

## La politique des « défis mondiaux »

En 2010, le WEF a entamé ce qu'il appelle un processus de « refonte globale », dans lequel il définit les défis internationaux et propose des solutions. « Coup de chance » pour le PPP, ces propositions signifiaient plus de contrôle et d'opportunités de partenariat. Le WEF a donc cherché à être le fer de lance de l'expansion de cette gouvernance internationale.

En voici un exemple : En 2019, le gouvernement britannique a annoncé son partenariat avec le WEF pour développer les futures réglementations commerciales, économiques et industrielles. Le gouvernement britannique s'est engagé à soutenir un environnement réglementaire créé par les entreprises mondiales, qui serait ensuite réglementé par les mêmes réglementations qu'elles ont elles-mêmes conçues.

Le WEF ne dispose d'aucun mandat électoral. Aucun d'entre nous n'a la possibilité d'influencer ou même de remettre en question ses jugements. Et pourtant, il travaille en partenariat avec nos gouvernements prétendument élus démocratiquement, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes du PPP, pour diriger la planète sur laquelle nous vivons tous.

## Le « droit divin » des entreprises

Le capitalisme des parties prenantes est au cœur du PPP. Essentiellement, le PPP usurpe les gouvernements démocratiques (ou tout autre type de gouvernement) en plaçant les entreprises mondiales au centre du processus décisionnel. Bien qu'ils ne tirent leur autorité que d'eux-mêmes, les dirigeants du PPP assument leur propre interprétation moderne du « droit divin des rois » et règnent sans partage.

En janvier 2021, le Forum économique mondial (WEF) a expliqué comment il considérait le capitalisme des parties prenantes :

« La caractéristique la plus importante du modèle des parties prenantes aujourd'hui est que les enjeux de notre système sont désormais plus clairement mondiaux.

Ce qui était autrefois considéré comme des externalités dans l'élaboration des politiques économiques nationales et la prise de décision des entreprises individuelles devra désormais être incorporé ou internalisé dans les opérations de chaque gouvernement, entreprise, communauté et individu. La planète est [...] le centre du système économique mondial, et sa santé devrait être optimisée dans les décisions prises par toutes les autres parties prenantes ».

Le PPP supervisera tout. Cela inclut tous les gouvernements, toutes les entreprises, nos soi-disant communautés (là où nous vivons) et chacun d'entre nous individuellement. Les êtres humains ne sont pas la priorité. La priorité, c'est la planète. C'est du moins ce que prétend le WEF.

## Contrôle centralisé de la planète

*Le contrôle centralisé de la planète entière, de toutes ses ressources et de tous ceux qui y vivent, est au cœur de l'éthique du PPP. Il n'est pas nécessaire d'interpréter les intentions du PPP. Nous n'avons pas à lire entre les lignes. L'introduction de l'initiative « Great Reset » du WEF l'énonce clairement :*

Pour améliorer l'état du monde, le Forum économique mondial lance l'initiative du « Great Reset ».

La crise du Covid-19 [...] modifie fondamentalement le contexte traditionnel de la prise de décision. Les incohérences, les insuffisances et les contradictions de multiples systèmes – de la santé à la finance en passant par l'énergie et l'éducation – sont plus exposées que jamais.

Les dirigeants se trouvent à un carrefour historique... Alors que nous entrons dans une fenêtre d'opportunité unique pour façonner la reprise, cette initiative offrira des perspectives pour aider à informer tous ceux qui déterminent l'état futur des relations mondiales, l'orientation des économies nationales, les priorités des sociétés, la nature des modèles d'entreprise et la gestion d'un bien commun mondial ».

Il convient de noter que le WEF n'est qu'une organisation partenaire parmi d'autres au sein du PPP. Cependant, il a peut-être été le plus influent en termes de relations publiques tout au long de la pseudo-pandémie. Contrairement aux espoirs des chercheurs Buse et Walt, nous assistons à l'émergence d'une dictature mondiale des entreprises qui ne se soucie pas le moins du monde d'une véritable gestion de la planète.

## Disparition de la démocratie

Le PPP déterminera l'état futur des relations mondiales, l'orientation des économies nationales, les priorités des sociétés, la nature des modèles d'entreprise et la gestion d'un bien commun mondial. Aucun d'entre nous n'a

la possibilité de participer à ce projet ou à l'élaboration des politiques qui en découlent.

Si, en théorie, les gouvernements n'ont pas à mettre en œuvre la politique du PPP, dans la pratique, ils le font. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les politiques mondiales font de plus en plus partie de notre vie. Le mécanisme de traduction des initiatives politiques du PPP, d'abord en politique nationale, puis régionale et enfin locale, peut être clairement identifié en examinant les politiques de développement durable.

## Les « limites à la croissance »

En 1972, le Club de Rome (CdR), groupe de réflexion indépendant financé par des fonds privés, a publié Les limites à la croissance. Comme nous l'avons vu avec le déploiement de la pseudo-pandémie, le CdR a utilisé des modèles informatiques pour prédire ce qu'il a décrété être les problèmes complexes auxquels est confrontée la planète entière : la « problématique mondiale ».

Les opinions émises par le Club de Rome découlent des travaux commandés au Massachusetts Institute of Technology (MIT) dans le cadre de son modèle dynamique « World3 ». Ce modèle partait du principe que la population mondiale épuiserait les ressources naturelles et polluerait l'environnement au point que « le dépassement et l'effondrement » se produiraient inévitablement.

Il ne s'agit pas d'un « fait » scientifique, mais plutôt d'un scénario suggéré. Jusqu'à présent, aucune des prédictions du modèle World3 ne s'est réalisée.

Le va-et-vient scientifique et statistique sur les affirmations faites dans Les limites de la croissance a été prolifique. Cependant, ignorant tous les doutes, le modèle World3 a été fermement ancré au centre de l'environnement politique du développement durable.

En 1983, la Commission Brundtland a été convoquée par l'ancien Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland et par Javier Pérez de Cuéllar, alors secrétaire général des Nations unies. Brundtland était membre du groupe de réflexion du Club de Madrid (un forum d'anciens présidents et premiers ministres) et Pérez de Cuéllar, membre du Club de Rome. En se basant sur les hypothèses très discutables du modèle World3, ils ont entrepris d'unir les gouvernements du monde entier pour mener des politiques de développement durable.

## Les objectifs de développement durable

En 1987, la Commission a publié le rapport Brundtland, également connu sous le nom de Notre avenir à tous. Le contrôle (réduction) de la population est au cœur de l'idée de développement durable, telle qu'elle est exposée dans le rapport. Cette décision politique de se débarrasser des gens a valu aux

auteurs une reconnaissance internationale et des prix.

Les hypothèses sous-jacentes à ces propositions politiques n'ont pas du tout été remises en question publiquement. Bien qu'un débat académique et scientifique ait fait rage, il n'a pratiquement pas été rapporté. Pour autant que le public le sache, ce qui n'était que des hypothèses et des spéculations non scientifiques étaient des faits avérés. Aujourd'hui, il est impossible pour quiconque de remettre en question ces hypothèses non prouvées et ces modèles manifestement inexacts sans être accusé de « négationnisme climatique ».

Le rapport Brundtland a donné naissance aux objectifs du Millénaire pour le développement qui, en 2015, ont été remplacés par les objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies. Depuis lors, ces ODD ont été traduits en politique gouvernementale dans un pays après l'autre. Par exemple, en 2019, le gouvernement britannique a fièrement annoncé qu'il s'engageait à respecter les objectifs de développement durable dans le cadre de sa politique de « neutralité carbone » ou « Zéro Émission Nette ».

Les ODD ont déjà eu un impact aux niveaux régional et local dans les comtés, les villes et les arrondissements du Royaume-Uni. Aujourd'hui, presque tous les conseils municipaux du pays disposent d'un « plan de développement durable ».

Indépendamment de l'attitude que l'on peut avoir face aux menaces mondiales auxquelles nous pouvons ou non être confrontés, il est important de connaître l'origine et la voie de distribution de ces politiques. Un groupe de réflexion mondialiste financé par des fonds privés a été à l'origine d'un programme politique qui a conduit à la création d'un cadre politique mondial, adopté par les gouvernements du monde entier et qui impacte aujourd'hui toutes les communautés de la planète (ndlr: par ex. en France, en Belgique, en Suisse).

Les ODD ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres de la gouvernance mondiale du PPP en action. Le rôle des politiciens élus dans ce processus est négligeable. Ils servent simplement à mettre en œuvre et à vendre la politique au public.

Peu importe qui est élu, la trajectoire politique est déterminée au niveau de la gouvernance mondiale. C'est la nature dictatoriale du PPP et rien n'est moins démocratique.